

Pourquoi et comment s'intéresser au contenu des formations scolaires et universitaires ? Propositions

Collèges, lycées et universités sont des institutions essentielles dans la construction et la diffusion des normes, catégories de pensée et idéologies de la croissance. Le système éducatif participe activement à établir ces idéologies, les valeurs et les croyances qu'elles véhiculent, comme autant d'évidences dans la société. Par son ambition assumée de préparer la soumission des individus aux injonctions de la société capitaliste, le système éducatif légitime l'enchaînement innovation-consommation-accumulation, l'établit comme une nécessité, contribue fortement à son acceptabilité sociale et donc à sa reproduction. Or c'est cet enchaînement caractéristique de l'économie capitaliste qu'il faut briser pour avoir une chance d'enrayer la catastrophe écologique en cours.

Pratiquement toutes les universités dispensent des formations en lien avec le capitalisme vert (développement durable, transition écologique, ...) et en lien avec le capitalisme sympa (économie collaborative, économie sociale, ...). Ces enseignements témoignent à la fois d'une imposture et d'un renoncement. Imposture parce que sont présentées comme des outils d'analyse scientifique des notions qui sont celles des acteurs et qui devraient donc être regardées comme des objets d'analyse, ouvrant les conditions de possibilité d'une démonstration argumentée. Le « développement durable » ou les « transitions » de la rhétorique technocratique et politique apparaîtraient pour ce qu'ils sont : des modes de légitimation du capitalisme. Pour l'heure, ce point de vue est documenté et discuté en-dehors du monde académique. Au sein de celui-ci, la confusion généralisée entre outils et objets d'analyse atteste d'un renoncement des disciplines universitaires à leur rôle d'objectivation scientifique sous la pression des injonctions de l'ordre politico-marchand et de ses régimes de justification (adaptation des formations au marché de l'emploi, ...).

Une grande partie des formations universitaires en « sciences humaines et sociales » sont donc désormais fondées sur des rhétoriques légitimatrices du capitalisme, autant, voire plus, que sur des méthodes et des argumentaires scientifiques. Il est temps de déconstruire ces discours de légitimation.

La première étape de cette déconstruction consiste à répertorier des contenus d'enseignements, de manuels, d'articles académiques dans des disciplines dont les prétentions « scientifiques » masquent difficilement le rôle dans la reproduction des idéologies dominantes, comme l'économie et la géographie. Par-delà les critiques qu'elles adressent au capitalisme dans le but de le rendre acceptable, ces disciplines participent directement à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques qui rendent le monde aliénant et inhabitable au plus grand nombre. Mais d'autres disciplines méritent aussi l'attention, notamment celles qui oeuvrent à la numérisation de nos existences.

Dans un deuxième temps, ce matériau pourrait faire l'objet d'une analyse critique dans le but de mettre en évidence les présupposés idéologiques implicites.

Troisième temps : diffuser ces analyses par des canaux appropriés (revues, presse militante, ...). L'objectif n'est pas d'incriminer des auteurs en particulier mais de dévoiler la logique globale du système éducatif.

Ce travail pourrait trouver un prolongement sous forme de tables rondes, journées d'études dans des structures d'éducation populaire (universités populaires, ...), dans des organisations

alternatives à l'université (université volante, ...), voire à l'université même lorsque les étudiants y sont favorables.

En attendant, les greenwashers ne restent pas inactifs. Le capitalisme vert pratique depuis longtemps la convergence des luttes comme le montre, parmi tant d'autres, cette imposture : <https://trainduclimat.fr/> qui associe universitaires, acteurs économiques et politiques, le tout généreusement alimenté par des fonds publics.

Pierre Couturier, UCA, 14/04/2019